

Gaz de schiste en Algérie : un nouveau désastre pour la population, une nouvelle rente pour son gouvernement



Si l'accès aux informations sur les projets des compagnies exploitant les hydrocarbures non conventionnels a été et est toujours très difficile dans la plupart des pays européens, en Algérie et au Maghreb, l'opacité est totale. Le soutien que les multinationales reçoivent très facilement des gouvernements en place est scandaleux : en effet, ces projets se situent dans des zones désertiques où l'utilisation de l'eau est une question de vie ou de mort pour les populations locales, alors que les conséquences sanitaires¹ dramatiques (tant sur la quantité nécessaire que pour la pollution irréversible), et l'impact avéré sur le climat² engendrés par l'exploitation de ces hydrocarbures sont parfaitement connues. Les français, européens et étatsuniens, citoyens vivant dans les pays où ces multinationales ont leur siège, sont ignorants de toutes ces « bonnes affaires ». Il est temps de lever le voile et de mettre à jour l'impunité des multinationales au Maghreb.

TOTAL et GdF-Suez, deux géants gaziers bien implantés en Algérie

Les deux groupes français restent assez discrets sur leurs activités en Algérie, que ce soit la nature de la l'hydrocarbure visé (*tight gas, shalegas, shaleoil*) ou la technique utilisée. Les annonces successives et parfois contradictoires du nombre de forages réalisés ou programmés sont faites pour rassurer les actionnaires. Le gouvernement algérien continue ainsi à s'assurer une rente confortable.

Total a réalisé, en janvier 1995, un accord d'1,5 milliards de dollars pour une exploitation de gaz conventionnel dans le sud du pays (BP avait fait de même un mois avant) : ces ont, sans aucun doute, renforcé le régime qui a pratiqué une violence systématique à travers le pays à un moment d'isolement national. Liées à l'Algérie, grâce à de très grands investissements, ces entreprises et l'Union Européenne avaient un intérêt évident à ce que le régime répressif ne tombe pas³.

Depuis fin 2013, Total est opérationnel en Algérie dans le bassin de Timimoun où elle dispose d'un contrat avec Sonatrach et la société espagnole Cepsa. Sur le bassin d'Ahnet, à 2 000 km au Sud d'Alger dans la région d'In Salah, Total, associé à Schlumberger, Sonatrach et le turque Partex, annonce l'exploration de réservoirs de *tight gas*, en assurant la « *maîtrise de technologies de forage par fracturation et stimulation des puits* ». Le groupe prétend une capacité de 70 000 barils équivalents pétrole par jour, soit 4 milliards de m³ par an avec le forage de 120 puits. Et tout ceci, sans vergogne des parties, puisque le fisc algérien poursuit Total pour avoir « *triché sur l'origine et le montant de ses importations* » et lui réclame 80 millions d'euros⁴.

Le groupe franco-belge GdF-Suez dispose d'un contrat d'exploration de gaz dans la région de Touat. Le premier forage d'exploration intervient en juillet 2012, première étape d'un programme de 40 puits, sur une superficie de 3 000 km² ; avec une estimation d'extraction de 4,5 milliards de m³ par an de gaz et 630 000 barils de condensat (pétrole mélangé au gaz). En octobre 2012, les annonces de GdF-Suez pleuvent : exploitation à partir de 2016, investissement de 1,5 milliards de dollar, création de 2500 emplois, construction d'un centre de traitement des eaux usées domestiques, projets culturels et éducatifs...

Des blocs sur le bassin d'Illizi sont explorés par un consortium associant GdF-Suez (9,8%), l'opérateur Repsol (25,7%), Enel (13,4%) et Sonatrach (51%) créé en janvier 2010. La campagne d'exploration est

¹concernedhealthny.org/compendium

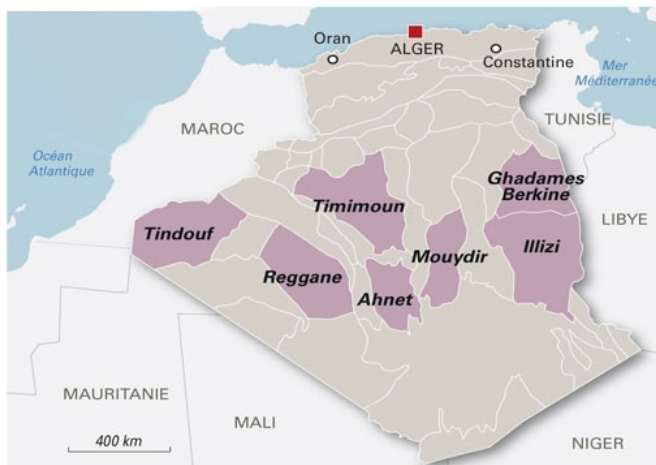
²<http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/011013/climat-alerte-au-methane>

³<http://platformlondon.org/p-publications/le-renforcement-des-dictatures-accaparement-du-gaz-par-le-royaume-uni-et-les-violations-des-droits-humains-en-algerie/>

⁴ <http://www.algerie-focus.com/blog/2014/08/transfert-illegal-de-devises-et-fausses-facturations-le-business-louche-du-geant-total-en-algerie/>

programmée entre mai 2010 et mai 2015. Après la campagne sismique, les forages d'exploration ont commencé en juillet 2012. Un premier gisement de gaz exploitable est découvert en novembre (Tihalatine Sud-1, à une profondeur de 1192 m) ; un second en avril 2013 (Tin Essameid Est-1, à une profondeur de 1 512 m). Les accords de commercialisation confie à Sonatrach la vente de la totalité du gaz produit et GdF-Suez en est le principal client de gaz.

Les bassins identifiés en Algérie comme potentiels en gaz de schiste



Des hydrocarbures non-conventionnels dans tout le Maghreb

Les sous-sols du Maroc et de la Tunisie comprennent aussi des hydrocarbures non-conventionnels. En Tunisie, des permis de recherches sont accordés, à la société Shell dans la région de Kairouan, au polonais Serinus dans l'extrême Sud-Ouest du pays ; là où le franco-britannique Perenco est déjà installé. Au Maroc, ce sont principalement des gisements de schistes bitumineux qui vont être exploités avec une prévision de plus de 50 milliards de barils. Les principaux sites visés sont Timahdit dans la chaîne du Moyen-Atlas et Tarfaya, le long de la côte à 1500 km au Sud de Rabat. En septembre dernier, la société irlandaise San Leon Energy extrait pour la première fois du pétrole de schiste sur le site de Timahdit dans la région de Melnès. L'espagnol Repsol et l'américain Anadarko visent des gisements de gaz de schiste.

L'Europe et la France : super client de l'Algérie dans le secteur gazier

En exportant 68% de sa production gazière en 2012, l'Algérie est le 6^{ème} exportateur mondial de gaz. L'Europe est le client quasi-exclusif de l'Algérie, absorbant 88,6 % des exportations algériennes de gaz. L'Algérie est au 7^{ème} rang mondial des exportateurs de GNL, ce qui représente 97% du total de la valeur de ses exportations. En 2011, L'Algérie fournissait à la France 16 % de son approvisionnement en gaz.

En juillet 2013, le président de la Commission européenne, M. Barroso, et le premier ministre algérien A. Sellal, signent un accord de partenariat stratégique sur l'énergie. L'Union Européenne veut la sécurité sur les approvisionnements, l'accès au gaz algérien étant identifié comme une priorité économique et stratégique ; et l'Algérie la garantie de parts de marché⁵. Les ressources en gaz algérien peuvent être visées à travers différents instruments institutionnels européens : EuroMed-Energies, programme de coopération P3A⁶, MedReg... ; certains d'entre eux associant le lobby des industriels avec des regroupements tel que MedEmp⁷, OME⁸ ; le tout avec le soutien de la BERD !

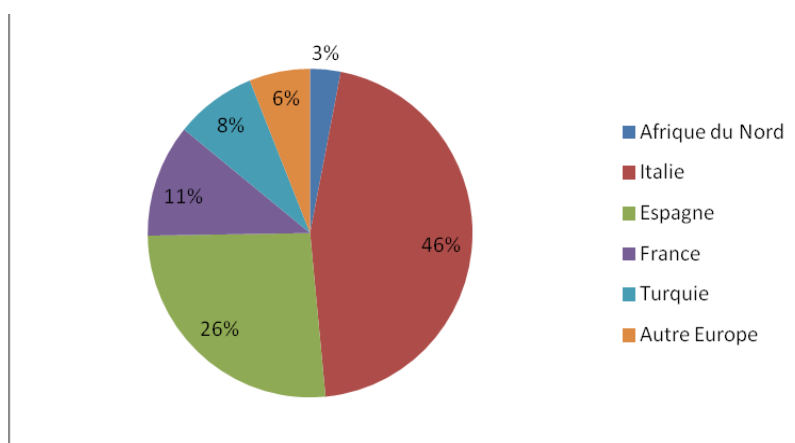
⁵ http://www.algeria-watch.de/fr/article/pol/dz_ue/memorandum_entente.htm

⁶ <http://www.p3a-algerie.org/>

⁷ http://www.enpi-info.eu/mainmed.php?id=92&id_type=10

⁸ <http://www.ome.org/home.html>

Principales exportations de gaz algérien en 2012



(sources : BP Statistical Review of World Energy 2013)

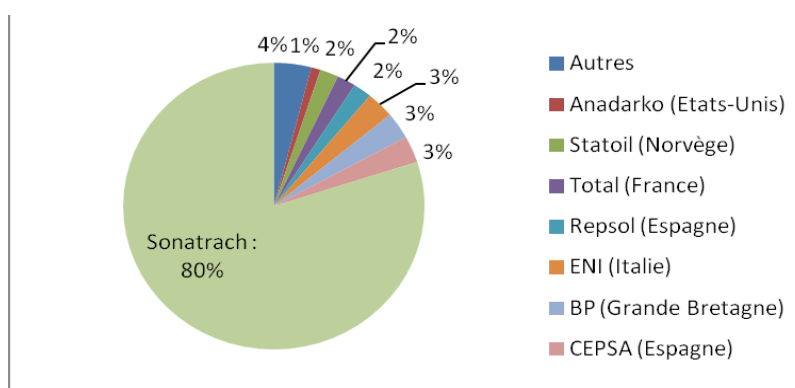
Réserves et objectifs : la valse des chiffres et une stratégie adaptée

Dès 2004, l'Agence américaine US Energy Information Administration (EIA), annonce que le sous-sol algérien comprend la troisième réserve mondiale de gaz de schiste récupérables, après la Chine et l'Argentine. Les négociations entre la Sonatrach, entreprise d'état, et des sociétés transnationales, Eni, Shell et Exxon-Mobil, Total, GDF Suez..., vont très vite commencer. Dès 2009, le gouvernement algérien prévoit un plan de développement de 8 gisements dans le Sud-ouest algérien entre les villes de Timimoun et Adrar et la construction d'installations de collecte et traitement du gaz. Le projet MedGaz, aujourd'hui opérationnel, est détenu par Sonatrach, Total, et l'espagnol Cepsa.

Le système de gouvernance algérien fait que la société d'Etat Sonatrach dispose de plus des trois quarts des actifs dans l'industrie des hydrocarbures. Les sociétés transnationales ne représentent que 18% des investissements, avec une part de 2% pour Total. En février 2012, l'Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) annonce le programme d'exploitation de ces gisements à partir de 2014, avec une prévision de production de 5 millions de m³ de gaz et de condensat par jour sur une période de huit ans.

Une nouvelle loi sur les hydrocarbures est publiée en février 2013⁹ Elle ouvre la voie à l'exploitation des hydrocarbures non-conventionnels et comprend des mesures fiscales incitatives pour attirer les investisseurs. En novembre 2013, l'administration française publie une note précisant que les gisements algériens en gaz de schiste sont estimés à 700 trillions de m³, soit quatre fois le niveau des réserves actuelles¹⁰

Répartitions des actifs de productions des hydrocarbures par exploitant en 2012



(source : US Energy Information Administration)

⁹ http://www.mem-algeria.org/francais/uploads/Loi_13-01_modifiant_loi_hydro_05-07-2013.pdf

¹⁰ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/File/392576>

Le 21 mai 2014, le gouvernement autorise officiellement l'exploitation du gaz de schiste. Devant l'assemblée nationale, le premier ministre déclare : « Si les réserves (de gaz naturel et de pétrole), restent en 2030 à leur niveau actuel, nous n'allons couvrir que la demande nationale. Il n'en restera que très peu pour l'exportation. » Les autorités annoncent un objectif de production de 30 milliards de m³ de gaz par an ; et qu'elle doit investir 300 milliards de \$ sur 50 ans, dont 100 milliards entre 2014 et 2018¹¹. C'est la valse des chiffres. En deux ans, on est passé d'une prévision d'extraction à 5 millions m³/jour à 82 millions de m³/jour ! Désormais, ce sont sept bassins algériens qui sont concernées par des projets d'exploration : Tindouf, Reggane, Timimoun, Ahnet, Mouydir, Ghadames Berkine et Illizi, zones habitées par près de 1,5 million d'habitants.

Les investissements des entreprises françaises gazières en Algérie et la concurrence européenne

La perspective d'extraction d'hydrocarbures non conventionnels en Algérie offre des opportunités aux géants français : Total et GdF-Suez. Mais la concurrence entre entreprises européennes est rude. Depuis quelques années, Sonatrach négocie des partenariats tous azimuts, avec Shell, Exxon Mobil, Eni, Talisman...

En janvier 2014, l'ALNAFT procède au « 4^{ème} appel d'offres pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures », avec la mise en concurrence de 31 « périmètres d'hydrocarbures », dont 17 ciblent du gaz de schiste. 52 sociétés sont autorisées à concourir, dont TOTAL, GdF-Suez, Shell, Amerada Hess, Gazprom..., toutes déjà actives en Algérie. La date limite de dépôt des soumissions, initialement fixé au 4 septembre, est repoussée au 30 septembre prochain.

Le gaz de schiste au Maghreb : un écocide annoncé. Quelles alternatives ?

L'Algérie, comme ses pays voisins, est en stress hydrique permanent et la nappe Albienne, étendue sous trois pays (Algérie, Tunisie et Libye) n'est pas renouvelable ; Les pluies sont trop faibles pour recharger les aquifères. Le journaliste algérien Mehdi Bsikri, militant antigaz de schiste, rapporte, le 2 février 2014, la crainte des agriculteurs du sud « *Le projet d'exploitation de gaz de schiste, décidé par le gouvernement, met en péril l'agriculture dans le Sahara* ». Exploiter le gaz de schiste dans cette région revient à provoquer un véritable écocide : d'une part, en utilisant une ressource en eau non renouvelable et de manière excessive ; d'autre part en condamnant les populations sédentaires et nomades qui vivent dans cette région désertique à consommer une eau polluée par les adjuvants chimiques injectés lors de fracturations hydrauliques ou les métaux lourds qui vont se mélanger aux eaux de surface. Cette perspective d'extraction d'hydrocarbures non conventionnels dans tout le Maghreb rappelle la période des années 60, durant laquelle les Français ont procédé à des essais de tirs nucléaires impactant très fortement et durablement une très vaste zone, dépassant largement les frontières algériennes. L'Europe prétend à une « *Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable* » alors qu'elle soutient ses industriels qui investissent dans ces pays dont la règle est de vivre de la rente pétrolière et gazière, sacrifiant le développement de l'agriculture et du tourisme, alors que ces secteurs peuvent produire de quoi nourrir une grande partie de la population du pays et créeraient de l'emploi. « *Il existe dans notre région des centaines d'oasis. Elles font travailler des milliers de personnes... Le gouvernement ferait mieux de multiplier les projets agricoles dans le Sahara et d'en finir avec les importations de denrées alimentaires. L'eau de la nappe albienne est le véritable moteur du développement du pays* » (Mehdi Bsikri – El Watan – février 2014).

Frack Free Europe – Groupe France – octobre 2014

¹¹ <http://www.energymed.eu/2014/07/21/algerie-42-milliards-pour-booster-la-production-de-petrole-et-de-gaz/>